

**L'ACTUEL MANDAT DES APC BOUCLERA BIENTÔT**  
**SA PREMIÈRE ANNÉE**

# Une situation peu reluisante pour les habitants d'Annaba

*Les différents points noirs empêchant, voire bloquant, la bonne marche des affaires dans les 12 communes que compte la wilaya d'Annaba et les carences constatées dernièrement suite aux inondations provoquées par les fortes chutes de pluie ont fait l'objet, durant toute la journée de lundi, d'une réunion de l'exécutif, des P/APC et des responsables de la gestion déléguée de l'eau sous la présidence du wali, Mohamed Ghazi.*

A l'issue de cette rencontre-marathon, le wali a chargé l'inspecteur général de la wilaya de procéder, dans les plus brefs délais, à une évaluation sans complaisance de la gestion administrative et financière de ces communes, particulièrement celles du chef-lieu de wilaya et d'El-Bouni.

Dans quelques semaines, une année se sera écoulée depuis les dernières élections locales ayant porté à la tête des communes de cette wilaya de nouvelles équipes, dont une bonne partie arrive pour la première fois aux commandes de ces assemblées populaires communales, alors que la situation générale n'a pas vu de changements notables dans le sens d'une amélioration palpable du quotidien des populations, comme souhaité par ces dernières, à l'issue du scrutin de novembre 2007. Prenant comme exemple

le chef-lieu et les autres principales agglomérations de la wilaya, en l'occurrence Sid-Amar, El-Bouni, El-Hadjar et Berrahal, où d'importants moyens financiers ont été injectés par l'Etat pour répondre aux attentes des citoyens dans des secteurs aussi vitaux que ceux de l'emploi, du logement, de la santé, de l'assainissement, de l'eau potable, de l'éclairage public et de l'amélioration urbaine. Ces importantes dotations budgétaires destinées à prendre en charge les besoins prioritaires des administrés n'ont été, dans le meilleur des cas, consommés qu'à hauteur de 20%.

Devant l'accumulation des problèmes de tous genres qui perdurent et après avoir constaté sur le terrain l'énorme retard pris dans le lancement même de plusieurs chantiers de projets déjà inscrits et ayant bénéficié d'enveloppes financières

conséquentes depuis des années, le chef de l'exécutif, faisant un premier constat quelques semaines après son installation, a qualifié la quatrième ville du pays de sinistrée.

Il a révélé, à l'occasion d'une cérémonie de distribution de diplômes attestant d'une participation aux stages de formation des maires, initiés par le ministère de l'Intérieur, que pas moins de 1,32 milliard de dinars destinés aux plans communaux de développement (PCD) n'ont connu aucune utilisation.

Devant cet état de faits, il a menacé de retirer aux communes défaillantes leurs projets et d'en confier leur mise en route à des structures techniques. Alors que les besoins n'ont cessé de croître, négligence et immobilisme ont marqué la gestion des affaires de la cité, portant un sérieux coup au développement local. Des chantiers pour l'amélioration urbaine sont à l'arrêt depuis des mois. Des cités qualifiées jadis de résidentielles, à l'image de celles des Orangers et du 5-Juillet, entre autres, sans éclairage public, avec comme décor des

animaux errants, chiens le soir et ovins et bovins le jour, des caves d'immeubles inondées, favorisant la prolifération de rongeurs et autres moustiques, été comme hiver. Cette situation est à l'origine de dangers pour la santé publique, principalement celle des bébés et enfants en bas âge. Il y a également le problème des bouches d'égoût et avaloirs obstrués à longueur d'année. Alors que l'automne ne fait que commencer, les dégâts causés par les dernières pluies aux biens des gens et aux infrastructures et autres équipements publics ont démontré la carence de ceux en charge des destinées de la population.

Le bilan de ce premier exercice, qui sera fait prochainement, renseignera probablement plus sur la situation réelle des affaires de la cité, mais d'ores et déjà, personne ne pourra nier les difficultés rencontrées quotidiennement par les habitants de celle qu'on appelait jadis la Coquette, mais qui pâtit présentement de graves insuffisances dont l'un des premières est cette de sa toilette.

Mohamed-Ali Khellaf

**RAMADAN 2008 À ALGER**

## Retrait de 3 880 permis et 216 cas de vol

*Selon un décompte établi par les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger, pas moins de 3 201 affaires liées à la petite et moyenne criminalité ont été traitées durant ce mois de Ramadan.*

216 sont en relation avec le vol sous différentes formes. 162 affaires de coups et blessures ainsi que 896

cas d'atteinte à l'ordre public ont également été dénombrées.

En outre, 345 affaires de commerce illégal sur la voie publique ont été enregistrées durant la même période. En ce qui concerne les activités de sécurité routière, les services de police de la wilaya d'Alger ont dressé 24 079 contraventions, 174 concernant les

délits et infractions de coordination en rapport avec le transport terrestre et 39 infractions à la circulation des taxis. Les radars, par ailleurs, ont flashé 3 650 véhicules pour excès de vitesse. 387 voitures ont été mises à la fourrière. Notons, aussi, que 3 880 permis de conduire ont été retirés durant la même période.

N. M.

**TLEMCCEN**

## Portes ouvertes à la CCLS

*La direction de la CCLS a organisé une journée d'étude et de sensibilisation en direction des agriculteurs et des éleveurs pour leur expliquer le programme de renouveau de l'économie agricole et rurale issu de la loi de finances complémentaire 2008 pour le lancement du nouveau crédit bancaire Rfig.*

A cet effet, un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural demande à ce que plus d'explications soient fournies aux agriculteurs, éleveurs et autres coopératives, ciblés par ce nouveau crédit en vigueur depuis août 2008. En marge de cette journée, la

direction de la CCLS de Tlemcen a organisé un salon d'exposition des produits agricoles d'une qualité encourageante.

A ce sujet, le responsable de la CCLS, tout en évoquant le problème et les contraintes que connaît ce secteur, reste néanmoins optimiste pour l'agriculture en

Algérie : «Il ne faut pas oublier que nous sommes dans une région aride et dans vingt ans, le climat sera encore moins généreux, alors il faut tenir compte de ce critère naturel pour tout lancement de programme agricole.»

Le rendement agricole dépend certes de la clémence du ciel mais surtout des compétences, celles-ci existent pour peu qu'on les implique dans les grandes décisions. Depuis la fin des année 1980, on parle de l'après-pétrole

mais sans que cette option salubre soit sérieusement envisagée. Le moment est venu de redonner à l'agriculture toute son importance en la considérant comme la priorité numéro une.

Pour une Algérie verte, il faut d'abord la maîtrise des ressources hydriques par des professionnels et la préservation des terres fertiles. Pour ce faire, il faut peut-être revenir à l'ancien système des années 1970 avec la création des périmètres irrigables.

M. Zenasni

**GHARDAÏA**

## Acheminement de dons vers la wilaya

Sur initiative de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès, des dons ont été acheminés mardi dernier vers Ghardaïa qui a été, il y a quelque jours, victime d'intempéries qui ont fait une quarantaine de morts en plus d'importants dégâts matériels. La wilaya, l'APC, les investisseurs et les différentes associations humanitaires ont tous contribué à cette action de solidarité. En effet, 17 camions chargés de 130 tonnes de dons, entre denrées alimentaires et literie, ont quitté Sidi-Bel-Abbès dans l'après-midi du 7 octobre dernier.

Quatorze administrateurs et ingénieurs, tous des volontaires, ont rejoint cette caravane de solidarité pour prêter main-forte aux sinistrés.

A. M.

## L'APW débloque 5 millions de dinars pour les sinistrés

Un vaste mouvement de solidarité s'est mis en place dans la wilaya de Béjaïa pour venir en aide aux populations sinistrées de Ghardaïa. C'est ainsi que la société civile, notamment le Croissant-Rouge algérien et les industriels de la région, a permis la collecte de quelque 450 tonnes de dons, dont 102 600 bouteilles d'eau minérale qui ont été aussitôt acheminés vers la wilaya de Ghardaïa.

D'autres convois constitués de diverses aides seront acheminés vers le M'zab dans les prochains jours, selon les responsables de la wilaya de Béjaïa. De son côté, l'APW a débloqué, sur le budget de wilaya, une aide de 5 millions de dinars au profit des sinistrés, a annoncé le président de cette institution élue, Ferhat Hamid.

A. Kersani

**IIS PERCEVAIENT**  
**LES PENSIONS**  
**DE PERSONNES DÉCÉDÉES**

## Trois individus sous les verrous à Blida

Le procureur de la République près le tribunal de Blida vient de placer sous mandat de dépôt trois personnes, dont un agent de la CNR (Caisse nationale de retraite) de Blida, et ce, pour falsification de documents officiels, escroquerie, faux et usage de faux.

Cette affaire, qui a été élucidée par les éléments de la section de recherches du groupement de la gendarmerie de Blida, porte sur la perception de la pension d'une femme décédée depuis 2005 mais que les trois mis en cause déclaraient vivante en présentant de faux extraits de naissance. Aussi, nous avons appris qu'il a été retrouvé chez les personnes arrêtées, un cachet humide des services d'état civil d'une APC de la wilaya de Blida. Notons, enfin, que dans cette affaire, une femme a été appréhendée et sera directement citée à comparaître lors du procès.

M. B.

**ILS S'APPRÊTAIENT À DÉVALISER**  
**UNE BIJOUTERIE À AÏN-DEFLA**

## Les deux accusés condamnés à trois ans de prison ferme

Le tribunal d'El-Affroun, dans la wilaya de Blida, a prononcé, tout récemment, la peine de trois ans de prison ferme contre deux prévenus qui étaient sur le point de dévaliser une bijouterie à Djendel, dans la wilaya de Aïn-Defla. L'affaire a été découverte lorsqu'un élément de la police judiciaire d'El-Affroun opéra un contrôle routinier dans un bus qui effectuait le trajet Blida-Aïn-Defla.

En effet, ce dernier avait remarqué qu'une femme portant un djilbab et assise à côté de soi-disant époux portait des souliers d'homme. Interpellée, celle-ci refusa de remettre ses papier au policier qui s'est vu contraint de les interroger au commissariat. Et c'est là que les policiers découvrirent des armes, dont un fusil à harpon, un gourdin et des poignards cachés sous le djilbab que portait en déguisement un jeune homme de 30 ans. Les deux mis en cause avouèrent également qu'ils se dirigeaient à Djendel pour mettre à sac une bijouterie qu'ils avaient repérée au préalable. Tous les arguments avancés par la défense lors du procès pour influencer le juge à être clément dans sa décision n'ont pas convaincu si l'on s'en tient à la peine de trois ans prononcé à l'encontre des deux accusés.

M. B.